

Questions orales

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, des annonces destinées à transmettre des renseignements au public canadien sur ce qui se passe . . .

Une voix: La république du Canada.

Une voix: C'est du lavage de cerveau.

M. Trudeau: Cet homme là-bas prétend qu'on lui lave le cerveau, madame le Président. Je l'ignore mais il n'y a peut-être pas grand-chose à laver.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Je m'étonnerais que les Canadiens craignent les renseignements autant que les députés d'en face semblent les craindre.

M. McGrath: Madame le Président, le premier ministre refuse de voir que ce faisant, il amoindrit sensiblement le rôle du Parlement qui doit étudier la mesure gouvernementale dont la Chambre est actuellement saisie. En fait, il emploie des deniers publics pour faire accepter les vues du parti libéral au pays, ce qui est franchement répréhensible et irresponsable.

Le premier ministre parle d'un million par ici, d'un million par là. Nous savons qu'on a déjà dépensé 6 millions de dollars. Comment le gouvernement parvient-il à trouver 6 millions pour une campagne publicitaire discutable, et par contre, à refuser au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social un même montant pour financer un programme d'immunisation pour les petits Canadiens de moins de cinq ans qui serait à 99 p. 100 efficace?

Des voix: Bravo!

M. McGrath: Comment se fait-il que d'une part . . . le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social n'a pas à faire semblant de s'étonner car je le tiens de son propre . . .

Mme le Président: A l'ordre, je vous prie. La question a été posée, je crois.

M. Trudeau: Madame le président, je suis convaincu que tous les partis à la Chambre sauraient trouver des moyens de dépenser 6 millions de dollars à bonne fin. Il revient au gouvernement de le faire. Si nous voulons économiser, nous pourrions réduire le personnel et hausser le prix des déjeuners au restaurant du Parlement. Nous pourrions recueillir plus d'argent et le dépenser pour venir en aide aux enfants pauvres.

Des voix: Oh, oh!

LA CONSERVATION DE L'ÉNERGIE—LA LÉGITIMITÉ DU PROGRAMME

M. Harvie Andre (Calgary-Centre): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et elle porte sur la campagne de publicité de plusieurs millions de dollars décrite dans un document divulgué cet été à la suite d'une fuite. On y expose la stratégie que le gouvernement libéral compte employer pour faire croire au public canadien qu'il a la situation énergétique bien en main. On y fait état de toutes sortes de tactiques douteuses, mais on

ne met pas en doute la légitimité du fait que l'on puise dans le trésor public à des fins que beaucoup jugent partisanses. La question que je pose au ministre est la suivante: avant d'approuver ce programme s'est-il interrogé sur sa légitimité? A-t-il réfléchi à cet aspect? Quelles raisons justifie selon lui cette campagne de propagande déplacée menée à l'aide des fonds publics?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, le député fait allusion à un document rédigé par un fonctionnaire. C'est avec plaisir que je lui ferai parvenir une coupure de presse parue à l'époque où il a été rendu public. Lorsque le fonctionnaire en question a été interrogé par les journalistes, il a déclaré que le ministre avait rejeté son projet. Avant d'assimiler à la politique du gouvernement ou d'un ministre des documents quelconques, j'invite le député à se renseigner adéquatement.

Quant à la publicité diffusée par mon ministère pendant l'été, que le député se donne donc la peine de la lire. Elle est limpide. Elle sensibilise le public à la nécessité d'économiser l'énergie, et de nous aider à réaliser cet objectif ainsi que celui de remplacer le pétrole par d'autres sources énergétiques. Je cite notamment à cet égard l'excellent programme fédéral «Énersage» qui donne de très bons résultats. Si le député veut bien se donner la peine de vérifier, il s'apercevra que le gouvernement a préparé toute une publicité visant à convaincre le public canadien qu'il est important de faire des économies d'énergie et de remplacer le pétrole par d'autres sources énergétiques. Je suis convaincu qu'une telle politique recueillera l'appui de tous les partis de la Chambre et de tous les gouvernements au pays.

Des voix: Bravo!

M. Andre: Madame le Président, les agissements du gouvernement démentent la déclaration que le ministre vient de faire à savoir que ce programme a été supprimé, étant donné que trois annonces sont déjà parues et que chaque annonce est fondée sur le genre de texte à double sens que l'on retrouve chez Orwell et dont il est question dans ce document. Ce genre de campagne de propagande décrite dans un document par un de ses collaborateurs et s'il ne se contente pas de donner de vagues explications ne parle pas de perspective mais fournit assez de détails sur ce programme de 11 millions de dollars en précisant le genre de termes que les hauts fonctionnaires utilisent pour conditionner le public au lieu de se borner à dire comment il faut lui communiquer des faits. S'il s'oppose effectivement au principe dont se sont inspirés les rédacteurs de ce document qui est de la pure propagande gouvernementale, c'est-à-dire aux termes à double sens que l'on retrouve chez Orwell, peut-il annuler sur le champ cette campagne publicitaire de 11 millions de dollars, ce qui ferait économiser un peu d'argent aux contribuables et lui permettrait de sauver un peu la face car ce programme doit certainement le mettre un peu dans l'embarras.